

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 25 juin 2019

L'an DEUX MIL DIX-NEUF
et le 25 juin
à 20 heures 00

NOMBRE DE MEMBRES Afférents au Conseil Municipal : 74 En exercice : 74 Présents : 40 Ayant pris part au vote : 47 (40+7 pouvoirs)	Date de la convocation 19 juin 2019	Date d'affichage 1 ^{er} juillet 2019
--	---	---

Le Conseil Municipal de Gennes-Val-de-Loire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Maison des loisirs André Courtiaud à Gennes, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves FULNEAU, Maire.

Conseillers municipaux présents :

Mmes et MM. ASCHARD Caroline, ASSERAY Denis, BAUNEAU Yves, BIGOT Monique, BLANCHET Marcel, BONDU Michel, BOUSSEAU Michèle, BOUSSIN Jacky, BRAUER Catherine, CANTET Claudie, COCHET Patricia, DEVAUX Isabelle, ENGUEHARD Elisabeth, FERRARI Marc, FULNEAU Jean-Yves, GAGER Christian, GAINARD René, GAUTHIER Anne-Marie, GLEMIN Françoise, GOUZIL Gilles, GROVER Olivier, GUINHUT André, KASPRZACK Christiane, LAMY Benoît, LE VRAUX Yves, LEGUAY Daniel, LEMOINE Jérôme, MABILLEAU Chrystel, MENANT Raphaël, MERCIER Didier, MOISY Nicole, MOREAU Christian, PASSEDROIT Alain, PHEE Marie-Agnès, QUEYROI Daniel, RIGALT Claude, ROUCAUTE Hélène, TURPOT Ludovic, VERGER Gwénaél, VINSONNEAU Philippe.

Conseillers municipaux absents :

Mmes et M. BATTAIS Damien, BOISBOUVIER Gilbert, BRUNETIERE Dominique, CIROT Fabrice, CLEMENT Jérôme, CLOUARD Rodolphe, LE JOLIS DE VILLIERS DE SAINTIGNON Anne-Aymone, EVILLARD Catherine, GACHET Dominique, GILBERT Sylvain, HAMON Olivier, LAURIOU Alain, LEMOINE Nicole, LEPROUST Richard, LEROY Olivier, LIAIGRE-DELETRE Dominique, LUCAS Nadège, MATHIOT Joss, MELIN Céline, MEME Elisabeth, METIVIER Nathalie, MOREAU Georges, MOREAUX Paule, NEAU Jean-Jacques, RICHARD Emmanuelle, ROLLAND Andrée-Laurence, ROUCHER Stéphane, SAULEAU Denis, SIRE Michel, STROZIK Cathy, VARLET Vanessa, VESTIT Marie-Claude, VIOT Michel WEISS Sandra.

Pouvoirs :

Mmes et M. LE JOLIS DE VILLIERS DE SAINTIGNON Anne-Aymone à ASSERAY Denis, EVILLARD Catherine à KASPRZACK Christiane, GACHET Dominique à DEVAUX Isabelle, LAURIOU Alain à VINSONNEAU Philippe, MEME Elisabeth à VERGER Gwénaél, SAULEAU Denis à QUEYROI Daniel, VIOT Michel à MOREAU Christian.

Secrétaires de séance : Christiane KASPRZACK et Nicole MOISY

OBJET : Echange de terrains avec les Consorts RITOUET (n°06/2019-01)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.141-3 ;

Vu la saisine du service des Domaines (l'avis du service des Domaines) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Accepte le déclassement partiel de la portion de la place du 19 Mars située à Gennes, sur le territoire de la commune de GENNES-VAL-DE-LOIRE, ainsi que le tout figure teinté en vert sur le plan ci-joint, soit une emprise totale d'environ 17 m² ;
- ⇒ Accepte l'échange de terrains entre la commune de Gennes-Val-de-Loire et M. et Mme RITOUET Anthony et Valérie, domiciliés 13, avenue des Cadets de Saumur – Gennes – 49350 Gennes-Val-de-Loire, afin de rectifier la limite de fait du domaine public :

- La commune de Gennes-Val-de-Loire cède aux consorts RITOUET environ 17 m² ;
- Les consorts RITOUET cèdent à la commune de Gennes-Val-de-Loire environ 87 m² issus de la division de leur propriété cadastrée section 149 AE 289 ;
 - ⇒ Dit que les frais afférents à cet échange seront supportés par la commune de Gennes-Val-de-Loire ;
 - ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Location de salles - règlement (n°06/2019-02)

Considérant la nécessité d'harmoniser les règlements d'utilisation des salles communales de Gennes-Val-de-Loire mises à disposition des personnes privées ou publiques ;

Vu les règlements transmis en annexe ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité absolue (45 voix Pour et 2 abstentions : Marc FERRARI et Daniel LEGUAY) :

- ⇒ Valide les propositions de règlement d'utilisation des salles communales de Gennes-Val-de-Loire et leurs annexes ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Location de salles – suppression d'un tarif Espace Les Ponts : associations assemblées générales toutes salles (n°06/2019-03)

L'espace les Ponts aux Rosiers-sur-Loire est la seule salle comprenant un tarif de 20 et 30 euros pour les assemblées générales des associations commune/ hors commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de supprimer ce tarif de la grille de tarification de cette salle ;
- ⇒ Adopte le fait que les assemblées générales des associations communales sont gratuites quelle que soit la salle communale occupée sur l'ensemble du territoire communal ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Résiliation de la convention ADS avec la Ville de Saumur (n°06/2019-04)

Par délibération du 29/01/2018, le Conseil Municipal a autorisé la signature avec la Ville de Saumur, d'une convention de prestations pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, faisant suite à l'arrêt de cette prestation par les services de l'Etat pour notre commune.

Considérant que l'année 2018 a mis à jour des dysfonctionnements dans cette prestation, ayant pour conséquence de mettre en cause la crédibilité de la Commune vis-à-vis des pétitionnaires et la sécurité juridique des autorisations d'urbanisme délivrées ;

Considérant que le Conseil Municipal a autorisé en sa séance du 27/05/2019, la création d'un poste d'adjoint administratif pour renforcer le service urbanisme avec un agent instructeur.

Considérant que de nombreux dossiers en cours demeureront en instruction plusieurs mois encore, tandis que notre service aura besoin d'un délai pour s'organiser,

Il est proposé de décider de la résiliation de la convention avec la Ville de Saumur à effet du 31/12/2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Valide cette proposition de résiliation de la convention de prestations pour l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, signée avec la Ville de Saumur, avec effet au 31/12/2019 ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Prix de location pour occupation ponctuelle de l'école de Cunault (n°06/2019-05)

Considérant que la proposition de mise à disposition de l'école de Cunault (3 salles : hall d'entrée, réfectoire, salle de lecture) afin de faciliter les conditions techniques de tournage de scènes d'un film dans l'église et au château de Cunault ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Fixe le loyer de cette mise à disposition à 500,00 € ;
- ⇒ Fixe une participation forfaitaire complémentaire de 100,00 € pour couvrir l'entretien et le nettoyage des locaux ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Marché de travaux – aménagement du centre urbain de Gennes – lot n°1 « voirie et réseaux » de l'entreprise EIFFAGE : avenant n°1 (n°06/2019-06)

Le marché de voirie lot n°1 a été notifié le 29/04/2019 pour 719 735,00 € HT à Eiffage.

Un avenant de 29 343.60 € HT soit 4 % est proposé pour les raisons suivantes :

- Le ré-emploi de matériaux des anciens trottoirs s'avérant de mauvaise qualité n'a pu être mis en œuvre : 7 783.60 € HT ;
- Limiter la gêne à la circulation : travaux de nuit pour réaliser les enrobés : 10 760,00 € HT ;
- Limiter la gêne à la circulation : raccourcir les zones de travaux pour fluidifier l'alternat implique perte de rendement et équipe supplémentaire : 10 800 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Approuve l'avenant n°1 d'une valeur de 29 343.60 € HT au marché voirie réseaux lot 1 attribué à Eiffage ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis Sauleau 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Marché SDEL – Installation électrique du camping de Saint-Martin-de-la-Place : avenant technique (n°06/2019-07)

Du fait de difficultés d'approvisionnements, une partie des travaux est décalée après la saison.

La consistance d'une partie des travaux est modifiée sans incidence financière (modification type alarme incendie, déplacement de système d'éclairage).

En conséquence, un avenant technique est nécessaire pour entériner les travaux réalisés et faire en sorte que les garanties puissent jouer sur des travaux prévus au marché et réellement exécutés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Approuve l'avenant n°1 de nature technique sans incidence financière au marché de SDEL Energis Saumur notifié le 29/03/2019 ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis Sauleau 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Travaux d'amélioration énergétique : mise à jour du plan de financement (n°06/2019-08)

Par délibération du 22/10/2018, le programme 2019 des travaux d'amélioration énergétique a été adopté et les subventions à solliciter établies comme suit :

SUBVENTIONS A SOLLICITER									
BATIMENTS	Montant de travaux HT	SIEML	CEE	ADEME	LEADER	DSIL contrat de ruralité	Contrat Territoire Région	Economie en kWh/an	Economie en €/an
Mairie Les Rosiers-sur-Loire	328 990	38 682	4 936	24 800	40 000	138 324	16 450	78 918	18 774
Château de la Roche Gennes	152 200	58 774	5 662		10 000	39 531	7 610	49 603	3 578
Salle des fêtes St-Georges-des-7-Voies	52 500	4 412	1 573		10 000	11 350	2 625	6 128	943
Ecole primaire Les Rosiers-sur-Loire	98 000	28 913	2 636		30 000	11 951	4 900	31 727	2 472
Salle des Loisirs Les Rosiers-sur-Loire	103 500	19 830	1 719		10 000	46 076	5 175	40 344	6 360
TOTAUX	735 190	150 611	16 526	24 800	100 000	247 232	36 760	206 720	32 127

Il est proposé au Conseil Municipal de mettre à jour le plan de financement en fonction des subventions obtenues ou restant à solliciter comme suit :

Bâtiments	Travaux HT	SIEML	CEE	ADEME	LEADER	DSIL GP	REGION Soutien rénov	Reste HT GVL 30%
Mairie LR	328 990	38 682	4 936	24 800	7 101	106 850	44 468	102 153
Salle des fêtes SG7V	52 500	4 412	1 573		16 790		13 975	15 750
Ecole primaire LR	98 000	28 913	2 636		20 200		16 851	29 400
Salle des Loisirs LR	103 500	19 830	1 719		19 650		31 251	31 050
Totaux	582 990	91 837	10 864	24 800	63 741	106 850	106 545	178 353

Pour mémoire, le plan de financement des travaux du château de la Roche a été mis à jour par délibération du 27/05/2019 comme suit :

Château de la Roche	152 200	58 774	5 662		42 104			45 660
---------------------	---------	--------	-------	--	--------	--	--	--------

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Valide le nouveau plan de financement des travaux 2019 de rénovation énergétique ;
- ⇒ Charge Monsieur le Maire de solliciter de la façon la plus large, les subventions pouvant bénéficier à ces programmes ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1er adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Autorisation de publier marché MAPA – Fourniture et service de livraison gaz et fioul (n°06/2019-09)

Pour le fioul la commune est propriétaire de ses citernes.

Pour les citernes gaz, certaines sont installées dans les communes où une délégation du SIEML est en cours (Gennes – Les-Rosiers-sur-Loire et Grézillé) ; pour les autres communes, il existe des citernes en consignment.

Les échéances des différents contrats permettent d'avoir une période commune de consultation pour l'établissement de deux contrats :

- Lot 1 - fourniture et livraison de fioul : 8 sites 11 citernes contrat de 3 ans à compter du 01/10/2019

- Lot 2 - mise à disposition, fourniture et livraison de gaz propane : 3 sites 5 citernes contrat de 5 ans à compter du 02/03/2020

Pour les deux lots, seul le critère de prix est applicable, lesquels seront formés au marché :

- d'une offre de marge appliquée au prix moyen du fioul domestique observé mensuellement sur le site gouv.fr pour le fioul
- d'une offre de marge appliquée au PLATTS cotation CIF (Cost Insurance and Freight) Nord West Europe pour le gaz propane consultable auprès du SIEML.

Au vu du dossier de consultation des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Autorise la publication de la consultation en format MAPA (marché à procédure adaptée) pour la fourniture et livraison de fioul domestique et la mise à disposition de citernes fourniture et livraison de gaz propane ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1er adjoint, à signer les accords-cadres correspondants, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Acquisition d'un véhicule électrique de service mutualisé (n°06/2019-10)

Conformément à la loi relative à transition énergétique pour une croissance verte, les collectivités doivent lors du renouvellement de leur parc automobile privilégier les achats de véhicules propres, au moins à hauteur de 20% du parc.

Notre territoire occasionne de nombreux déplacements pour le service administratif vers les mairies déléguées ou les écoles en particulier. Ces déplacements sont actuellement réalisés avec des véhicules personnels et indemnisés. Il apparaît qu'avec les conditions de subventionnement dont nous pouvons bénéficier, l'achat d'un véhicule électrique destiné à un usage mutualisé du service simplifierait le fonctionnement.

Selon devis UGAP, une Renault ZOE R90 pourrait être commandée au prix de 20 083.72 € HT, un bonus écologique de 5 422 € étant allouable après immatriculation.

Cette acquisition peut être présentée à subvention du LEADER au titre de l'Action 3 du programme 2014-20203 « organiser des modes de déplacements plus économes ». Le plan de financement s'établirait comme suit :

Dépenses		Financements	
Acquisition véhicule HT	20 083.72	Subvention Leader 70%	14 058.60
		Autofinancement HT 30%	6 025.12
TOTAUX HT	20 083.72	TOTAUX HT	20 083.72

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Valide le projet d'acquisition d'un véhicule électrique de service mutualisé ;
- ⇒ Charge Monsieur le Maire de solliciter la subvention la plus large au titre du LEADER 2014-2020 ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1er adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Plantations de haies programme 2019 : validation du plan de financement et demande de subvention au département (n°06/2019-11)

L'opération « plantations de haies » permet à des planteurs de bénéficier du soutien financier du Département et de l'appui technique de la Chambre d'Agriculture.

Les conditions requises sont les suivantes :

- Projet situé dans l'espace rural, hors zone agglomérée, en plein champ ou en bordure de voie ou cours d'eau ;
- Linéaire minimum : 100 ml par planteur et 500 ml au global sur le territoire communal ;
- Bénéficiaires : agriculteurs, particuliers, collectivités.

Quelle que soit l'identité des planteurs, la commune est l'interlocuteur unique du Département pour le financement de cette opération.

Le Département couvre 50% du coût HT de la plantation dans la limite d'un maximum de 4,50 € HT du mètre linéaire. La Chambre d'Agriculture élabore le devis estimatif, commande les végétaux et facture la prestation à la collectivité.

La collectivité demande ensuite le remboursement aux planteurs au prorata du linéaire planté, sur justificatif des frais réels engagés, produit par la Chambre d'Agriculture, déduction faite de la subvention départementale obtenue.

Plusieurs planteurs se sont déclarés candidats.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité absolue (43 voix Pour et 2 voix Contre – Michel BONDU et Benoît LAMY et 2 Abstentions – Daniel LEGUAY et Michèle BOUSSEAU) :

- ⇒ Confirme l'engagement de la collectivité dans ce programme de plantation de haies pour l'année 2019 ;
- ⇒ Demande une subvention au Conseil Départemental de Maine-et-Loire à hauteur de 50% du coût de la dépense totale suivant le plan de financement suivant ;

IDENTIFICATION DES PLANTEURS				DESCRIPTIF DU PROJET				SUBVENTIONS		MONTANT TTC A FACTURER
NOM	ADRESSE	COMMUNE DELEGUEE	CP	LINEAIRE ESTIMATIF	TOTAL HT	TOTAL TVA	TOTAL TTC	SUBVENTION CD 50 %	AUTRES	
				ML				Plafond de dépense 4,5 € HT/ml		
M. et Mme MARTIN	Route des Sablons Lieu-dit Villeneuve	LES ROSIERS-SUR-LOIRE	49350	200	900,00	180,00	1 080,00	450,00		630,00
BRIAIN Stéphane	Lieu-dit Villeneuve	LES ROSIERS-SUR-LOIRE	49350	250	1 125,00	225,00	1 350,00	562,50		787,50
BOISSEAU Eric	Couesne	GENNES	49350	300	1 350,00	270,00	1 620,00	675,00		945,00
DETOURNAY Audrey	Espace Equestre Equitao La croix de Couesne	GENNES	49350	400	1 800,00	360,00	2 160,00	900,00		1 260,00
COURAULT Catherine	3 rue du Champ de Bessé	LES ROSIERS-SUR-LOIRE	49350	150	675,00	135,00	810,00	337,50		472,50
Mr FONTAN - FERME DES LOGES	Les Loges	CHENEHUTTE TREVES CUNAUT	49350	1800	8 100,00	1 620,00	9 720,00	4 050,00		5 670,00
BOVE Edouard	Les monts	ST MARTIN DE LA PLACE	49610	500	2 250,00	450,00	2 700,00	1 125,00		1 575,00
EARL TERRE FERME	10 les gaudrays	ST GEORGES DES SEPT VOIES	49350	1000	4 500,00	900,00	5 400,00	2 250,00		3 150,00
POUDRE ADRIEN	Malvaux	GREZILLE	49320	100	450,00	90,00	540,00	225,00		315,00
TOTAL				4 700	21 150,00	4 230,00	25 380,00	10 575,00	0,00	14 805,00

- ⇒ Confie la maîtrise d'œuvre de ce programme à Chambre d'Agriculture ;
- ⇒ Demande le remboursement aux planteurs du coût des plantations commandées pour leur compte, majoré de la TVA au taux en vigueur, sur justificatif des dépenses réellement engagées fourni par la Chambre d'Agriculture, et déduction faite de la subvention départementale réellement perçue par la commune Gennes-Val-de-Loire ;
- ⇒ Demande à titre dérogatoire au Département de Maine-et-Loire, l'autorisation de commencer les travaux avant la notification de la décision d'attribution de subvention ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1er adjoint, à signer la convention avec la Chambre d'Agriculture, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.
- ⇒ Cette délibération modifie la délibération n°09/2018-21 du 24/09/2018 du Conseil Municipal de Gennes-Val-de-Loire.

OBJET : SPL Anjou Tourisme : acquisition de parts sociales (n°06/2019-12)

Considérant que la SPL (Société Publique Locale) Saumur Val de Loire Tourisme dispose d'un capital de 288 000 € constitué comme suit :

	Nombres d'actions	Nombre de sièges au CA
CASVL	208	13
Ville de Saumur	48	3
Doué-en-Anjou	32	2
TOTAL	288	18

Considérant que le montant fixé pour chaque action est de 1 000 €, et que le nombre maximum de sièges au conseil d'administration de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme a été atteint puisqu'il est fixé à 18 ;

Considérant que lors de la création de cette SPL, il avait été décidé :

- De constituer cette SPL avec un nombre d'actionnaires relativement limité dans un premier temps,
- De doter la communauté d'agglomération d'un nombre significatif d'actions pour permettre dans un second temps l'entrée de nouveaux actionnaires comme le Département, la Région ou encore certaines communes de la Communauté d'Agglomération...

Considérant qu'il est souhaitable que Gennes-Val-de-Loire soit représentée au capital de la SPL afin de s'associer plus directement à la politique de promotion touristique développée sur le territoire ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Tourisme de l'Agglomération Saumur Val de Loire en date du 06 juin 2019 ;

Il est proposé au Conseil Municipal de valider la demande d'acquisition de 16 parts du capital de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme qui seraient cédées par l'Agglomération Saumur Val de Loire, dans les termes suivants :

Vu le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, les articles L 1521-1 et suivants, suivants et L 1531-1,

Vu la délibération n° 2018/103 DB du 4 juillet 2018,

Vu les statuts de Saumur Val de Loire Tourisme,

Vu l'article 1042 du Code général des impôts,

- d'approuver l'acquisition de 16 des 288 actions (valeur nominale de 1.000 € chacune) de la société publique locale Saumur Val de Loire Tourisme auprès de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour devenir actionnaire de cette SPL pour une valeur totale de 16.000 €,

- d'approuver le versement de la somme de 16.000 € en une fois, lequel sera prélevé sur la section Investissement et l'article 261 tel que prévu au budget 2019

- de désigner Madame Isabelle DEVAUX comme représentante de la collectivité au sein du conseil d'administration de Saumur Val de Loire Tourisme,

- d'autoriser cet administrateur représentant de la Commune à accepter toutes les fonctions dans le cadre de la représentation qui pourrait lui être confiées au sein de Saumur Val de Loire Tourisme,

- de prendre acte qu'aux termes de l'article 1042 du Code général des impôts, l'acquisition desdites actions ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité absolue (46 voix Pour et 1 abstention : Catherine BRAUER) :

- ⇒ Valide le souhait d'acquérir 16 parts de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme pour le montant de 16 000 € ;
- ⇒ Désigne Mme Isabelle DEVAUX au poste d'administrateur représentant de la Commune au sein du conseil d'administration de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer les conventions ainsi que tout document nécessaire à la réalisation de ce pacte et à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Modification des statuts du syndicat Layon Aubance Louets (n°06/2019-13)

Vu la délibération du Comité Syndical Layon Aubance Louets du 15 avril 2019, approuvant la modification des statuts du Syndicat relative au retrait de la compétence « prévention des inondations du système d'endiguement du Petit Louet au profit d'Angers Loire Métropole et de la Communauté de Communes Loire Layon Aubance ;

Considérant que le Syndicat Layon Aubance Louets a saisi la commune de Gennes-Val-de-Loire pour avis, par courrier du 17/05/2019 reçu en mairie déléguée de Gennes le 23/05/2019 ;

Vu la note de présentation faite en séance à l'Assemblée ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Emet un avis favorable à la modification des statuts du Syndicat Layon Aubance Louets ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Denis SAULEAU 1^{er} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Création de postes permanents au service technique (n°06/2019-14)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services et le fait que ces postes étaient actuellement pourvus par des emplois occasionnels créés jusqu'au 30 juin 2019 pour l'un et jusqu'au 5 juillet 2019 pour l'autre ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer deux postes d'adjoint technique à temps complet à compter du 25 juin 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération pour l'un sur la base de l'indice brut 353 correspondant au 4^{ème} échelon du grade d'adjoint technique, et pour l'autre sur la base de l'indice brut 350 correspondant au 2^{ème} échelon du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Suppression de postes permanents service entretien ménage et service restauration scolaire (n°06/2019-15)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Il est proposé

- la suppression d'un poste vacant d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps non complet 32.5/35^{ème} au tableau des effectifs en raison d'un départ en retraite non remplacé sur ce grade ;
- la suppression d'un poste vacant d'adjoint technique principal 1^{ère} classe à temps non complet 32.5/35^{ème} au tableau des effectifs en raison d'un départ en retraite non remplacé sur ce grade.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Supprime un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps non complet 32.5/35^{ème} ;
- ⇒ Supprimer un poste d'adjoint technique principal 1^{ère} classe à temps non complet 32.5/35^{ème} ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision, et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Création de poste pour le service restauration scolaire (n°06/2019-16)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint technique permanent à temps non complet 28/35ème à compter du 25 juin 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Création de poste pour le service entretien en ménage (n°06/2019-17)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer :
 - un poste d'adjoint technique permanent à temps non complet 23/35ème à compter du 25 juin 2019 ;
 - un poste d'adjoint technique permanent à temps complet à compter du 25 juin 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération de chacun de ces postes, sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Augmentation du temps de travail (n°06/2019-18)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'accord de l'agent ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs :

- En supprimant un poste d'adjoint technique à temps non complet de 31.50/35ème (poste transformé en 35/35ème) ;
- En créant un poste d'adjoint technique à temps complet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Adopte le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er juillet 2019 ;

- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Augmentation du temps de travail (n°06/2019-19)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'accord de l'agent ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs :

- En supprimant un poste d'adjoint d'animation à temps non complet de 12.09/35^{ème} (poste transformé en 28/35^{ème}) ;
- En créant un poste d'adjoint d'animation à temps non complet à 28/35^{ème} à compter du 1^{er} septembre 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Adopte le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er juillet 2019 ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Diminution du temps de travail (n°06/2019-20)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu la demande de l'agent ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs :

- En supprimant un poste d'adjoint d'animation à temps non complet de 23,96/35^{ème} (poste transformé en 22,32/35^{ème}) ;
- En créant un poste d'adjoint d'animation à temps non complet à 22,32/35^{ème} à compter du 1^{er} septembre 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Adopte le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter du 1er juillet 2019 ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : suppression de postes permanents d'adjoint d'animation et d'adjoint technique à temps non complet (n°06/2019-21)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Il est proposé la suppression des postes suivants, en raison d'un aménagement de plannings pour l'année scolaire 2019/2020 :

- un poste d'adjoint d'animation à 6,32/35^{ème},
- deux postes d'adjoint d'animation à 16,33/35^{ème},
- un poste d'adjoint d'animation à 17,28/35^{ème},
- un poste d'adjoint technique à 26,36/35^{ème},
- un poste d'adjoint technique à 27,85/35^{ème},
- un poste d'adjoint technique à 3.09/35^{ème}.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Supprime un poste d'adjoint d'animation à temps non complet 6,32/35^{ème} ;
- ⇒ Supprime deux postes d'adjoint d'animation à temps non complet 16,33/35^{ème} ;
- ⇒ Supprime un poste d'adjoint d'animation à temps non complet 17,28/35^{ème} ;
- ⇒ Supprime un poste d'adjoint technique à temps non complet 26,36/35^{ème} ;
- ⇒ Supprime un poste d'adjoint technique à temps non complet 27,85/35^{ème} ;
- ⇒ Supprime un poste d'adjoint technique à temps non complet 3.09/35^{ème} ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision, et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-22)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint d'animation permanent à temps non complet 26/35^{ème} à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint d'animation ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-23)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint d'animation permanent à temps non complet 24,13/35^{ème} à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint d'animation ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-24)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint d'animation permanent à temps non complet 26,40/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint d'animation ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-25)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint d'animation permanent à temps non complet 22,08/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 366 du grade d'adjoint d'animation ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-26)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint technique permanent à temps non complet 28,76/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-27)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Vu l'accord de l'agent ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint technique permanent à temps non complet 25,07/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 372 du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-28)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint d'animation permanent à temps non complet 27,40/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint d'animation ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Service périscolaire : création de postes (n°06/2019-29)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant les nécessités de services ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 19 juin 2019 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste d'adjoint technique permanent à temps non complet 13.53/35ème à compter du 1er septembre 2019 ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 du grade d'adjoint technique ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5ème adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Avancement de grade – création et suppression de postes (n°06/2019-30)

Considérant une erreur matérielle liée à la délibération n°05/2019-17 ;

Il convient de supprimer 2 postes d'attaché hors classe 35/35ème créés à tort et de créer 2 postes d'attaché principal 35/35ème supprimés à tort.

Vu l'avis du Comité technique en date du 19 juin 2019 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Supprime deux postes d'attaché hors classe 35/35ème à compter du 25 juin 2019 ;
- ⇒ Crée deux poste d'attaché principal 35/35ème à compter du 25 juin 2019 ;
- ⇒ Valide le tableau des effectifs modifié ;

- ⇒ Autorise Monsieur le Maire ou à défaut, Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à accomplir les formalités nécessaires relatives à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Validation du tableau des effectifs au 25/06/2019 (n°06/2019-31)

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ;

Considérant les nécessités de service ;

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs suite aux changements depuis le 1^{er} mai 2019.

Il est proposé à l'Assemblée d'adopter les modifications du tableau des emplois en approuvant le tableau ci-dessous à compter du 25 juin 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Adopte le tableau des emplois tel que présenté ci-dessous, qui prendra effet à compter du 25 juin 2019 ;

GRADES OU EMPLOIS	01/05/2019						25/06/2019						Département	Disponibilité	Congé parental
	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POURVUS PAR TITULAIRES	POURVUS PAR NON TITULAIRES	TEMPS COMPLET	TEMPS NON COMPLET	VACANTS	EFFECTIFS BUDGETAIRES	POURVUS PAR TITULAIRES	POURVUS PAR NON TITULAIRES	TEMPS COMPLET	TEMPS NON COMPLET	VACANTS			
FILIERE ADMINISTRATIVE															
Directeur général 2 000 à 10 000 Hab.	1	1		1			1	1		1			1		
Attaché principal	2	2		2			2	2		2					
Attaché	1	1		1			1	1		1					
Secrétaire de mairie	1	1		1			1	1		1					
Rédacteur principal 2ème cl							1	1		1					
Rédacteur	1	1		1			0	0		0					
Adjoint administratif principal 1ère cl	4	4		4			4	4		4					
Adjoint administratif principal 2ème cl	4	4		3	1		4	4		3	1				
Adjoint administratif	3	2	1		3		4	3	1	1	3				
Total	17	16	1	13	4	0	18	17	1	14	4	0	1	0	0
FILIERE TECHNIQUE															
Technicien principal de 1ère classe	1	1		1			1	1		1					
Technicien principal de 2ème classe	1	1		1			1	1		1					
Adjoint technique principal 1ère classe	4	3		3	1		3	3		3					
Adjoint technique principal 2ème classe	10	10		8	2		13	13		9	4				
Adjoint technique	37	25	11	15	22	1	36	23	12	16	20	1			
Apprenti	1		1	1			1		1	1					
Emploi d'avenir	1		1	1			1		1	1					
Total	55	40	13	30	25	1	56	41	14	32	24	1	0	0	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE															
Agent social principal de 2ème classe	1	1			1		1	1			1				
ASEM principal 1ère classe	3	3			3		5	5			5				
ASEM principal 2ème classe	3	3			3		1	1			1			1	
Emploi d'avenir	1		1		1		1		1		1				
Total	8	7	1	0	8	0	8	7	1	0	8	0	0	1	0
FILIERE CULTURELLE															
Adjoint du patrimoine principal 2ème class	1	1			1		2	2			2				
Adjoint du patrimoine	1	1			1		0	0			0				
Total	2	2	0	0	2	0	2	2	0	0	2	0	0	0	0

FILIERE ANIMATION																
Animateur	1	1		1			1	1		1						
Adjoint d'animation principal 2ème classe	1	1			1		2	2			2					
Adjoint d'animation	25	4	20	1	24	1	25	3	21	1	24	1				
Total	27	6	20	2	25	1	28	6	21	2	26	1	0	0	0	
Total Général	109	71	35	45	64	2	112	73	37	48	64	2				
		108		109				112		112						

⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Création d'un poste saisonnier pour le service technique (n°06/2019-32)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Décide de créer un poste contractuel d'adjoint technique territorial au service espaces verts pour accroissement saisonnier d'activité, pour la période du 1^{er} au 31 juillet 2019 inclus ;
- ⇒ Fixe la rémunération sur la base de l'indice brut 348 correspondant au 1^{er} échelon du grade ;
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Isabelle DEVAUX 5^{ème} adjointe, à réaliser les démarches administratives liées au recrutement d'un agent sur ce poste par voie contractuelle, accomplir les formalités et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

OBJET : Prémption parcelle 149 AH 52 – 16 rue des Gâtines - Gennes (n°06/2019-33)

Vu la DIA déposée le 10/05/2019 par le Greffe du TGI de Saumur pour la vente aux enchères d'une parcelle bâtie cadastrée 149 AH 52, dont le prix d'adjudication s'est fixé à 24 000 € assortis de 3 895.86 € de frais et taxes, soit 27 895.86 € (frais de notaire non compris)

Vu le PLU de la commune déléguée de Gennes, et le classement en zone Uap de cette parcelle ;

Considérant que sur ce terrain, la Commune dans le contexte de sa candidature au dispositif Anjou Cœur de ville, aura la faculté d'aménager des places de stationnement nécessaires à la revitalisation du centre bourg, aussi bien pour la fréquentation commerçante que pour les habitations ;

Considérant que cette parcelle supporte une maison ancienne dont la réhabilitation pourrait également être étudiée pour maintien d'un logement,

Considérant donc l'intérêt général pour la commune Gennes-Val-de-Loire, d'avoir la maîtrise foncière de ce terrain,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- ⇒ Emet un avis favorable sur la proposition de prémption de la parcelle 149 AH 52 au prix de 27 895.96 € frais notariés non compris
- ⇒ Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut Alain PASSEDROIT 2^{ème} adjoint, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Fait et délibéré en Mairie de Gennes-Val de Loire les jours, mois et an que dessus,

Et ont tous les membres présents signés au registre des délibérations.

Pour extrait conforme au registre,
Le Maire
Jean-Yves FULNEAU

